

Urgent : imposons d'autres choix

Tous ensemble le 23 mars

Les salaires, l'emploi, les retraites, les services publics sont au cœur d'une série de conflits en France et chez nos voisins européens. Dans l'Hexagone, pas plus qu'ailleurs, les salariés, les populations refusent de payer les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables. En France, les mesures prises par le gouvernement n'ont apporté aucune réponse aux urgences sociales. Allègements de « charges patronales », suppression de la taxe professionnelle, aides massives aux banques n'ont fait que restaurer et conforter les profits des entreprises, sans permettre une reprise de l'activité et une baisse du chômage. Et le patronat en redemande plus !

Quant aux services publics, le gouvernement persiste à supprimer massivement des postes indispensables à des missions utiles. Nous avons besoin de services publics et d'entreprises publiques répondant mieux aux attentes des besoins des populations et donc à l'intérêt général.

Loin de préparer une sortie de la crise, ces mesures alimentent tous les mécanismes qui nous y ont conduits. La gestion des entreprises emprunte les mêmes recettes : la pression sur les conditions de travail, les salaires, la précarité pour augmenter les dividendes aux actionnaires le plus vite possible.

À la sortie du sommet social à l'Elysée, les organisations syndicales ont affirmé : « le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les politiques publiques ». Elles ont donc décidé d'appeler à la mobilisation pour le 23 mars. Elles « affirment leur volonté d'agir pour que le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le code des pensions et la réduction des inégalités. »

Gouvernement et patronat veulent aujourd'hui faire voler en éclat l'acquis social du droit à partir en retraite dès 60 ans au motif que nous vivons plus longtemps. Pourquoi faudrait-il qu'un tel progrès de société ne bénéficie pas à l'amélioration des conditions de vie ?

Faut-il accepter de travailler plus longtemps quand tant de jeunes sont exclus du monde du travail ?

Pour la CGT, la bonne réforme est celle qui assure le droit à un départ à la retraite dès de 60 ans avec, pour une carrière complète, un revenu de remplacement équivalent au moins à 75 % du salaire net d'activité et au minimum au niveau du smic. Une réforme qui garantit la solidarité entre les générations, entre les professions dans le cadre du système par répartition.

Les profits réalisés début 2010 atteignent les records historiques de 1998. Par ailleurs, la destruction des emplois et les sacrifices imposés sur les salaires s'accroissent. Pour sortir de la crise, préparer l'avenir, financer la protection sociale et les retraites, relancer la consommation des ménages, il faut augmenter les salaires (notamment porter le Smic à 1 600 euros bruts), garantir, préserver les emplois et le tissu industriel. C'est par le travail de millions de salariés que se bâtissent les richesses de notre pays. Sortir de la crise, préparer l'avenir, conforter nos services publics, assurer le financement des besoins sociaux, des retraites demande un autre partage de ces richesses. Il y a urgence !

Sécurisons le présent et l'avenir.

**Ensemble le 23 mars pour des salaires décents,
des emplois durables et des retraites de qualité.**

TOUS EN GREVE

**PARTICIPEZ MASSIVEMENT
AUX MANIFESTATIONS UNITAIRES :**



PERIGUEUX : 11 H - Palais de Justice

SARLAT : 15 H - Place de la Grande Rigaudie

BERGERAC : 18 H - Palais de Justice